

Un centre pour jeunes délinquants à Bruxelles

Rachid Madrane veut miser sur la réinsertion.

Le ministre propose un centre ouvert pour jeunes à Bruxelles.

Rachid Madrane, le ministre (PS) de l'Aide à la Jeunesse, des maisons de justice et de la promotion de Bruxelles à la Fédération Wallonie-Bruxelles veut mettre à profit l'expérience acquise sur le terrain pour, dit-il, « être le ministre qui apportera la stabilité ».

D'emblée, il détaille ses priorités : « Pour Bruxelles, j'ai la volonté de développer un projet-pilote qui sera une nouvelle formule d'IPPJ basée sur des interventions plus courtes mais surtout ouverte sur l'environnement. Ce qui permettra de travailler avec tous les intervenants de proximité et avec les familles. Aujourd'hui, un jeune placé en IPPJ va faire du sport à l'intérieur du centre. Ici, on utiliserait les structures existantes de proximité pour

pouvoir construire un projet avec ce jeune qui, de toute façon à un moment donné, va revenir dans la société. Et il faut l'aider à s'émanciper. J'ai donc demandé au Délégué général aux droits de l'enfant, Bernard De Vos, de mener une réflexion à ce sujet et de dégager des pistes de travail. »

Et il précise : « Ce que je veux, c'est une nouvelle formule, un projet-pilote sur Bruxelles. Il faut savoir qu'un jeune en centre fermé coûte entre 450 et 500 euros par jour. Je le veux ouvert, et avec plus de transversalité car il y a déjà plein de dispositifs qui existent dans les quartiers. »

Autre priorité : l'Aide à la Jeunesse et les familles d'accueil : « Nous allons mettre sur pied une grande campagne de sensibilisation pour "recruter"

des familles. En outre, je veux encourager le parrainage pour que des gosses puissent être logés dans des familles le week-end ou lors des congés scolaires. Pour eux, c'est une bouffée d'oxygène car ce sont des jeunes qui ont des relations difficiles avec le monde des adultes, et qui ont besoin de se sentir entourés. »

Rachid Madrane qui détient aussi le portefeuille de ministre des maisons de justice annonce, par ailleurs, qu'un projet inscrit dans la déclaration de politique communautaire pourrait bientôt sortir des cartons : la création de maisons de transition pouvant accueillir les détenus à leur sortie de prison, juste avant qu'ils ne se lancent dans la vie active donc. ■

« Je veux un centre ouvert pour jeunes à Bruxelles »

JUSTICE Le ministre Rachid Madrane (PS) veut miser sur la réinsertion

- ▶ Le centre ouvert pour mineurs travaillerait en lien direct avec les associations de quartier.
- ▶ Le secteur de l'Aide à la Jeunesse fait face à une pénurie de foyers d'accueil : « Nous allons recruter des familles. »

ENTRETIEN

Le ministre (PS) de l'Aide à la Jeunesse, des maisons de justice et de la promotion de Bruxelles à la Fédération Wallonie-Bruxelles veut mettre à profit l'expérience acquise sur le terrain pour, dit-il, « être le ministre qui apportera la stabilité ». Comment ? En privilégiant la concertation.

Vous dites vouloir restaurer l'image de l'Aide à la Jeunesse. Un secteur négligé ?

Pour beaucoup de gens, l'Aide à la Jeunesse s'occupe principalement de mineurs qui ont commis des infractions graves. En réalité, les jeunes placés en IPPJ ne représentent que 5 % des dossiers. 91 % des enfants pris en charge doivent être aidés car ils encourent un danger ; les 4 % restants cumulent les deux : ils sont à la fois agresseurs et victimes.

Mais le nombre de jeunes ayant commis des faits qualifiés de délits est en augmentation...

C'est vrai mais c'est aussi lié à la situation sociale, à la précarisation des familles, à la pauvreté. Ma priorité pour le secteur, c'est d'établir un équilibre entre les trois piliers : la prévention, l'aide et la protection. Mon objectif, c'est de renforcer l'accueil des enfants placés dans les familles et, de manière générale pour le secteur, pouvoir apporter la sécurité et la stabilité.

À quelles mesures concrètes pensez-vous ?

Il faut davantage soutenir les associations qui travaillent avec ces jeunes dans les quar-

tiers pour qu'ils puissent détecter immédiatement les petits problèmes et y apporter une solution rapide et efficace avant que cela ne devienne un énorme problème. Je veux une administration qui rassure, qui accompagne le jeune et sa famille. Pour Bruxelles, par exemple, j'ai la volonté de développer un projet-pilote qui sera une nouvelle formule d'IPPJ basée sur des interventions plus courtes mais surtout ouverte sur l'environnement. Ce qui permettra de travailler avec tous les intervenants de proximité et avec les familles. Aujourd'hui, un jeune placé en IPPJ va faire du sport à l'intérieur du centre. Ici, on utiliserait les structures existantes de proximité pour pouvoir construire un projet avec ce jeune qui, de toute façon à un moment donné, va revenir dans la société. Et il faut l'aider à s'émanciper. J'ai donc demandé au Délégué général aux droits de l'enfant, Bernard De Vos, de mener une réflexion à ce sujet et de dégager des pistes de travail.

L'idée d'un centre pour jeunes à Bruxelles n'est pas neuve. Un projet a déjà été enterré faute de moyens. Un centre ouvert plutôt que fermé coûterait moins cher ?

Ce n'est pas tant une question de moyens... Moi ce que je veux, c'est une nouvelle formule, un projet-pilote sur Bruxelles. Il faut néanmoins savoir qu'un jeune en centre fermé coûte entre 450 et 500 euros par jour. Moi, je le veux ouvert, et avec plus de transversalité car il y a déjà plein de dispositifs qui existent dans les quartiers.

Vous pensez que ce projet sera bien accueilli à Bruxelles et par le secteur ?

Je ne sais pas, mais on ne peut pas non plus se plaindre en permanence des jeunes si on ne les aide pas à se reconstruire. Maintenant, on va voir avec le secteur et avec Bernard De Vos ce qui peut être réalisé.

L'Aide à la Jeunesse est aussi confrontée à une pénurie de

familles d'accueil pour les enfants à placer...

Ce qui me revient du secteur, c'est que les travailleurs sociaux interviennent de plus en plus fréquemment pour des mineurs victimes de violences physiques ou psychologiques. Il faut pouvoir rapidement retirer ces enfants de leur milieu familial et les confier à des structures d'accueil lorsque c'est possible. En 2011, 4.600 enfants ont été confiés à 2.380 familles d'accueil, soit 25 % de ces jeunes. Les autres ont trouvé un toit dans la famille élargie. Le problème, c'est que ces familles d'accueil ne sont pas assez nombreuses aujourd'hui. Nous allons donc mettre sur pied une grande campagne de sensibilisation pour « recruter » des familles. En outre, je veux encourager le parrainage pour que des gosses puissent être logés dans des familles le week-end ou lors des congés scolaires. Pour eux, c'est une bouffée d'oxygène car ce sont des jeunes qui ont des relations difficiles avec le monde des adultes, et qui ont besoin de se sentir entourés. ■

Propos recueillis par
LUDIVINE PONCIAU
FABRICE VOOGT

300

▶ C'est, en euros, ce que coûte quotidiennement un jeune placé en IPPJ, en régime ouvert. Ce prix comprend l'infrastructure, l'encadrement et les besoins quotidiens du jeune. En régime fermé, ce montant peut atteindre les 500 euros. A titre de comparaison, le coût moyen d'une journée en prison varie entre 160 et 170 euros par jour.

▶ 44 % des jeunes auteurs de faits délictueux sont originaires de la Région bruxelloise.

▶ Le secteur de l'Aide à la Jeunesse bénéficie d'une enveloppe de 280 millions d'euros sur les 10 milliards alloués à la Fédération Wallonie-Bruxelles.

prison Une maison de transition

Le 1^{er} juillet dernier, la Fédération Wallonie-Bruxelles a hérité des compétences jusqu'ici assumées par le fédéral en matière de maisons de justice. Le personnel et les budgets (67 millions) des 13 antennes francophones ne seront par contre transférés que le 1^{er} janvier prochain. Pour les 670 travailleurs des maisons de justice, cette transition provoque certaines inquiétudes, notamment en termes de moyens humains.

On se souvient qu'en avril et juin derniers, des grèves et une manifestation nationale avaient ébranlé le secteur. Trop de dossiers (35.000 par an), trop peu de moyens et des temps pleins passés à la trappe : entre l'ex-ministre fédérale de la justice, Anemie Turtelboom (VLD), et les syndicats, le climat était plutôt tendu. « La future administration des maisons de justice sera compétente pour l'aide sociale aux détenus, comme c'était déjà le cas auparavant. Mais dorénavant, elles gèrent également les espaces de rencontre et l'aide sociale aux justiciables. On va donc vers plus de cohérence. Ce qui est une bonne chose. Mais on ne modifie en rien la nature des compétences des maisons de justice. Et

pour le personnel, les droits acquis resteront acquis », rassure Rachid Madrane.

Toujours dans le cadre de la réforme de l'État, la gestion du Centre national de surveillance électronique (CNSE) a, elle aussi, glissé vers la Fédération Wallonie-Bruxelles. « Réussir le transfert de ces matières du fédéral vers la communauté est un défi en soi. D'autant que les mesures qui seront prises au niveau Justice fédéral vont avoir

« On ne touchera pas aux droits acquis »

RACHID MADRANE, MINISTRE DES MAISONS DE JUSTICE

un impact immédiat sur les maisons de justice de la Fédération. »

« D'ici peu, par exemple, la surveillance par bracelet électronique sera élargie en peine autonome. Avant cela, il y a eu le bracelet électronique avec GPS pour la détention préventive, la probation comme peine autonome, le tribunal de la famille... énumère Rachid Madrane. Toutes ces mesures sont une charge de travail supplémentaire pour le personnel des maisons de justice. Moi j'aimerais que l'on mène une réflexion globale sur la surveillance électronique. Je ne suis pas contre la

mesure mais j'estime que le bracelet n'a de sens que si on prévoit un accompagnement social. J'insiste : j'attends un vrai fédéralisme de coopération, une vraie loyauté fédérale pour la justice. »

Le ministre des maisons de justice qui annonce, par ailleurs, qu'un projet inscrit dans la déclaration de politique communautaire pourrait bientôt sortir des cartons : la création de maisons de transition pouvant accueillir les détenus à leur sortie de prison, juste avant qu'ils ne se lancent dans la vie active donc.

De telles structures existent déjà au Québec et la Belgique pourrait s'en inspirer pour offrir cette option aux prisonniers en fin de peine et qui ont besoin d'un petit coup de pouce pour se remettre en selle.

« On est de nouveau dans une logique de réinsertion. Cet hébergement collectif serait comme un sas entre la prison et la vie en société. On offrirait un lit et de la nourriture à l'ex-détenu qui le souhaite... le temps qu'il effectue les démarches administratives. Bien sûr, cela ne pourrait se faire que sur base volontaire. » ■

L.Po et F.V.

trajectoire « Ce n'était possible qu'au PS »

Roquage au PS : En charge de la Propreté au gouvernement bruxellois, Rachid Madrane est passé à la Communauté française où Fadila Laanan, qui a repris les attributions de Madrane, était en charge de la Culture sous la législature précédente.

Pourquoi roquer Madrane et Laanan ?

Pour paraphraser un ancien président du PS, qui est mort, je dirais : « Dans la vie, il y a deux mystères. La création de l'univers et la désignation des ministres ». C'est toujours une surprise et ça a été une surprise pour moi. Je n'étais pas « candidat à ».

Vous n'étiez pas candidat à votre succession ? Vos chantiers aboutiront pour

quelqu'un d'autre ?

C'est vrai. Mais pourquoi serais-je frustré. On me confie de nouvelles responsabilités à un autre échelon de pouvoir avec des matières qui concernent l'humain. Comme socialiste, ça me parle. On aurait tout aussi bien pu ne pas penser à moi. C'est un honneur. J'ai été vice-président de la Fédération bruxelloise, conseiller communal, échevin, député fédéral, député régional et secrétaire d'Etat, aujourd'hui je suis ministre.

Ce n'est pas plus porteur électoralement de mettre des poubelles en rue que de s'occuper des jeunes en difficulté ?

Quand j'ai repris la propreté publique, on m'a souhaité bonne chance ! Hervé

Brouhon disait (il prend l'accent de l'ancien bourgmestre bruxellois) : « Pour être heureux en politique, il faut juste comprendre que ce que tu es aujourd'hui, tu peux ne plus l'être demain ». C'est un honneur d'être ministre. Je ne connais pas beaucoup de partis qui désignent un jeune issu de l'immigration, fils d'ouvrier. Au PS c'est possible. Fadila (Laanan) a été désignée ; Rachid a été désigné ; Emir (Kir) en d'autres temps a été désigné. C'est un privilège immense et une responsabilité incroyable. Vous croyez que mon père, quand il est arrivé ici il y a 50 ans, a, dans ses rêves les plus fous, imaginé un jour ce destin pour son gamin ? ■

Propos recueillis par
L.Po Et F.V.